Numéro 6 Octobre 2025

ISSN 2960-1606

RAVSE

Revue d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales

Revue de Géographie du

LAVSE

https://revue.lavse.org/

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE DE L'UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

RAVSE

Revue de Géographie du Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales, publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire

INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor (SJIF)
https://sjifactor.com/passport.php?id=23819
Impact Factor : 5,333 (2025)

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur

Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Narcisse Bonaventure ASSI-KAUDJHIS,** Professeur Titulaire à l'UAO

Secrétariat administratif et technique

- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Guy Roger Yoboué KOFFI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Edouard Zadi ZOGBO,** Maître-Assistant à l'UAO
- **Pierre Anvo AYEMOU,** Maître-Assistant à l'UAO
- **Senguen KOUAKOU,** Assistant, Informaticien, à l'UAO
- **Adeline Olga BRISSY,** Maître-Assistant à l'UAO
- **Enoc One GUEDE,** Maître-Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **DJAKO Arsène**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **ASSI-KAUDJHIS** Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **GUEDEGBE** Odile DOSSOU, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi

(Bénin)

- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KADOUZA** Padabô, Professeur Titulaire, Université de Kara (Togo)
- **BLE Celestin**, Directeur de Recherches, CRO (Côte d'Ivoire)
- **ASSA** Rebecca Rachel A**.**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **BOUPKESSI** Tchaa, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **MÉDIEBOU** Chindji, Maître de Conférences Université de Yaoundé (Caméroun)
- **FANGNON** Bernard, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **YABI** Ibouraima, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **ABOUDOU** Ramanou Y. M. A., Professeur Titulaire, Université de Parakou (Bénin)
- **KOUMI** Rachelle, Maître de Recherches, CRO (Côte d'Ivoire)
- **BARIMA** Yao Sabas, Professeur Titulaire, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **CHEIKH** Samba Wade**,** Professeur Titulaire, Université Gaston Berger (Sénégal)
- **PAPA** Sakho, Maître de Conférences, Cheikh Anta Diop (Sénegal)
- **ADJAKPA** Tchékpo Théodore, Maître de Conférences, Université Abomey-Calavi (Bénin)

EDITORIAL

L'analyse de la vulnérabilité vise à comprendre les conditions et les expressions d'exposition néfaste aux catastrophes naturelles et aux crises dans le but de réduire leurs conséquences sur les populations, les territoires et les activités. La nécessité d'une approche géographique s'impose comme une réponse à la complexité de l'objet d'étude que constitue la vulnérabilité. La création de RAVSE résulte de l'engagement scientifique du Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-environnementales logé à l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RAVSE est une revue spécialisée de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des facteurs de vulnérabilités socio-environnementales et les stratégies de résiliences mises en place par les sociétés dans un contexte de développement durable. Elle maintient sa ferme volonté de réunir les contributions venant d'horizon divers qui donnent à la vulnérabilité socio-environnementale son épaisseur géographique. Ce support de publication scientifique vient donc renforcer la visibilité des résultats des travaux de recherche menés sur les vulnérabilités socio-environnementales en géographie et les sciences connexes. RAVSE est au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent à l'analyse des vulnérabilités socio-environnementales. A cet effet, RAVSE accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées aux facteurs de vulnérabilités socio-environnementales et les stratégies de résiliences.

Secrétariat de rédaction

COMITE DE LECTURE

- **ASSI-KAUDJHIS** Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **GUEDEGBE** Odile DOSSOU, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KOUAME** Déhedé Paul, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **MAFOU** Kouassi Combo, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **N'GUESSAN** Kouassi Guillaume, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **KOFFI** Yéboué Stéphane Koissy, Maître de Conférences, Université Péleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

- **DJAH** Armand Josué, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **KOUASSI** Kouamé Sylvestre, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **ADJAKPA** Tchékpo Théodore, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)

AVIS AUX AUTEURS

La Revue d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales (RAVSE), Revue de Géographie du LAVSE (Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementale) diffuse de travaux originaux de géographie qui relèvent du domaine des «Sciences de l'homme et de la société». Elle publie des articles originaux, rédigés en français, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé(CTS) de Lettres et sciences humaines / CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016).

1- Manuscrit

Les textes à soumettre devront respecter les conditions de formes suivantes :

- le texte doit être transmis au format document doc (word 97-2003);
- il devra comprendre un maximum de 60.000 signes (espaces compris), interligne 1,5, police de caractères Times New Roman 12 ;
- insérer la pagination et ne pas insérer d'information autre que le numéro de page dans le pied de page ;
- les figures et les tableaux doivent être intégrés au texte et présentés avec des marges d'au moins six centimètres à droite et à gauche. Les caractères dans ces figures et tableaux doivent aussi être en Times 12. Les titres des illustrations (carte, tableaux, figures, photographies) doivent être mentionnés ;
- Le comité de rédaction demande aux auteurs de préciser sur la première page :
    - Le titre du texte,
    - Pour chaque auteur, une notice comprenant :
        - les nom et prénoms,
        - le grade
        - le rattachement institutionnel,
        - l'adresse électronique,
    - Un résumé en un seul paragraphe de 1000 signes (espaces compris) maximum, qui devra être différent du premier paragraphe du texte. Il doit notamment énoncer l'objectif poursuivi par l'auteur.
    - Proposer six mots clés.
    - Proposer le texte lui-même.

NB : le résumé doit être traduit en anglais ainsi que les mots clés.

Le manuscrit doit respecter la structuration suivante : Introduction, Méthodologie, Résultats (analyse des Résultats), Discussion, Conclusion, Références bibliographiques (s'il s'agit d'une recherche expérimentale ou empirique).

Les notes infrapaginales, si elles existent, doivent être numérotées en chiffres arabes, rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginales. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à

d'autres langues que celle de l'article en italique (*Solanum lycopersicum*).
Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2. ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)
1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)
1.2.1. Troisième niveau (Times 12 italique sans le gras)

Les illustrations

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : **i**. annoncés, **ii**. Insérés, **iii**. Commentés dans le corps du texte.
La présentation des illustrations : figures, cartes, graphiques, etc. doit respecter le miroir de la revue. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).

2- Notes et références

2.1. Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

2.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (T. K. YEBOUE, 2017, p. 18);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples:

En effet, l'objectif poursuivi par K. Kouassi (2012, p. 35), est «une meilleure appréhension des enjeux de la problématique de l'insalubrité dans l'espace urbain en général et à Adjamé (…)»

2.3. Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continue et présentées en bas de page.

2.4. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Lieu de publication, Editeur, pages (p.) **pour les articles et les chapitres d'ouvrage.**

Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition

(ex: 2nde éd.).

2.5. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Par exemple:

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, 345 p.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, PUF, Paris, 368 p.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, «Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre», *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, L'Harmattan, Paris, 153p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, 1991, Migration et structuration associative : enjeux dans la moyenne vallée. In : *La vallée du fleuve Sénégal : évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements*, Karthala, Paris, p. 117-139.

SEIGNEBOS Christian, 2006, Perception du développement par les experts et les paysans au nord du Cameroun. In : *Environnement et mobilités géographiques*, Actes du séminaire, PRODIG, Paris, p. 11-25.

SOKEMAWU Koudzo, 2012, « Le marché aux fétiches : un lieu touristique au cœur de la ville de Lomé au Togo », In : *Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé*, Série « Lettre et sciences humaines », Série B, Volume 14, Numéro 2, Université de Lomé, Lomé, p. 11-25.

Pour les travaux en ligne ajouter l'adresse électronique (URL).

3. Nota bene

3.1. Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article.

3.2. Tous les prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans la bibliographie.

3.3. Pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 2-45, par exemple et non pp. 2-45.

3.4. En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.

3.5. Eviter de faire des retraits au moment de débuter les paragraphes, observer plutôt un espace.

3.6. Plan: Introduction (Problématique, Hypothèse), Méthodologie (Approche), Résultats (analyse des résultats), Discussion, Conclusion, Références Bibliographiques

Résumé: dans le résumé, l'auteur fera apparaître le contexte, l'objectif, faire une esquisse de la méthode et des résultats obtenus. Traduire le résumé en Anglais **(y compris le titre de l'article)**

Introduction: doit présenter le contexte, la situation problématique, le problème, les questions de recherche, les objectifs de recherche et si possible les hypothèses**.**

Outils et méthodes: (Méthodologie/Approche), l'auteur expose uniquement ce qui est outils et méthodes

Résultats: l'auteur expose ses résultats, qui sont issus de la méthodologie annoncée dans **Outils et méthodes** (pas les résultats d'autres chercheurs). L'Analyse des résultats traduit l'explication de la relation entre les différentes variables objet de l'article; le point "R" présente le résultat issu de l'élaboration (traitement) de l'information sur les variables.

Discussion: la discussion est placée avant la conclusion ; la conclusion devra alors être courte. Dans cette discussion, confronter les résultats de votre étude avec ceux des travaux antérieurs, pour dégager différences et similitudes, dans le sens d'une validation scientifique de vos résultats. La discussion est le lieu où le contributeur dit ce qu'il pense des résultats obtenus, il discute les résultats ; c'est une partie importante qui peut occuper jusqu'à plus deux pages.

Le Rédacteur en chef

Sommaire

KONE Basoma, KONAN Kouamé Hyacinthe *Les enjeux sécuritaires des changements climatiques sur la transhumance dans le Nord de la Côte d'Ivoire*	14
KOFFI Brou Émile, YÉO Brahima, DIALLO Issoufou *Grossesses en milieu scolaire : une gestion sociale et éducative pour la maintenance des filles à l'école dans la direction régionale de l'éducation nationale et de l'alphabétisation du Hambol (Centre-Nord de la Côte d'Ivoire)*	31
OUSSOU Anouman Yao Thibault *Les enjeux spatiaux des pratiques culturelles dans la ville de Bouaké (Centre, Côte d'Ivoire)*	50
Aniko ALEME, Aklèsso Gnassigbé KEZIE, Essoyomèwè AKODABI, Tatongueba SOUSSOU, Tchaa BOUKPESSI *Conversion, intensités et vitesses des changements par intervalle de temps (1985-2005 et 2005-2023) des unités d'occupation et d'utilisation des terres du parc national de l'Oti-Keran (PNOK) au Nord-Togo*	66
KIARI FOUGOU Hadiza, ADOUM FORTEYE Amadou, MADJIGOTO Robert *Analyse de la perception de sécurité par les communautés rurales du lac Tchad : exemple de la Région de Diffa au Niger et des Provinces du Kanem et du Lac au Tchad*	86
TOGBE Janvier, KOFFI Amoin Prisca, BOHOUSSOU N'Guessan Séraphin *Investissements communaux et accessibilité des populations aux services de l'état civil à Danané (Ouest de la Côte d'Ivoire)*	99
Hamet Mahamane MAHAMADOU BACHIR, Moctar HASSANE, Kaka Kiari Boukar Kellou *Stratégies de contournement à l'expansion de groupes terroristes : cas de Boko Haram dans la région de Diffa au Niger*	115
TE Wrossépané Cynthia Charlène Epouse SERI, Bié Roméo *Itinéraires thérapeutiques et logiques sociales du recours à la médecine traditionnelle dans la prise en charge des troubles mentaux : Cas du département de Korhogo, Région du Poro (Côte d'Ivoire)*	135

PREGNON Lhey Raymonde Christelle *Évaluation cartographique de la dégradation environnementale du quartier Zone industrielle de Bouaké (Côte d'Ivoire)*	155
LANTONKPODE Aristide, BONI Gratien, WARI ABOUBAKAR Moussa, DJESSONOU Sènangla Franco-Néo Camus *Manifestations de la variabilité hydro-climatique dans les communes de Djidja, d'Agbangnizoun et d'Abomey (Bénin, Afrique de l'ouest)*	174
KONAN Kouakou Charles, AMALAMAN Marc Auriol, SOUMAHORO Saï Pou, TRA BI Zamblé Armand *Analyse en ondelette de la relation pluie-débit dans le bassin versant de la Marahoué (centre-ouest de la Côte d'Ivoire)*	198
QUENUM Comlan Irené Eustache Zokpénou *Gentrification urbaine et spéculation foncière dans les quartiers en reconstructions de Cotonou : cas des 2ème et 4ème arrondissements*	211
Boubacar BARRY, Cheikh Tidiane WADE, Dramane CISSOKHO *Regard croisé entre le foncier et les ressources ligneuses en Moyenne Casamance septentrionale*	230
DJORO-DJAPI Élodie Ange Éléonore, YRO Koulai Hervé, AKA Aké Brice Patrick *Logiques portuaires d'Abidjan face au besoin d'espace*	247
KOUASSI Kobenan Christian Venance *Expansion urbaine et dysfonctionnement du système d'assainissement dans la ville de Djébonoua : entre risques environnementaux et défis d'aménagement*	259
LILA RENI BIBRIVEN, ABOUBAKAR SALEH *Dynamique Érosive des Berges du Chari et son Impact sur un Territoire Urbain à N'Djaména : Une Étude de Cas du 1er Arrondissement (1993-2023)*	279
OUOBA Souleymane Jean-Claude, AFFO Fabien *La dynamique régressive de forêt classée de Wari Maro : quel ancrage du sacre ?*	316
MBENGUE Mamadou Saliou *L'atteinte des odd 1, 2 et 5 par les organisations communautaires : l'exemple de l'Union Régionale des Associations Paysannes de Diourbel (URAPD)*	333

Dominique Syrienne MINKOUE-MI-MBA, Clet Mesmin EDOU EBOLO, Marjolaine OKANGA-GUAY, Jean Bernard MOMBO *Evaluation du plan sectoriel pêche et aquaculture (PSPA, 2004 à 2014) : le cas des pêcheries de la région de l'estuaire au Gabon*	352
TANOH Kouamé Perèze *Economie circulaire, une réponse à la gestion des déchets solides ménagers et à la résilience économique des populations à Bouaké (Côte d'Ivoire) ?*	378
DIARRASSOUBA Bazoumana *Assainissement du cadre de vie urbain à Man (côte d'ivoire) : entre contraintes physiques et pratiques des populations*	394
NIAMIEN Kadjo Henri-Joel, KOUADIO N'Guessan Olivier *Caractéristiques sociotechniques et contraintes de la production piscicole dans la sous-préfecture de Bouaké*	408
Mor FAYE, Djibrirou Daouda BA, René Ndimag DIOUF *Variabilité climatique et stratégies d'adaptation dans les villes secondaires du Sénégal : Cas de Mboro*	422
BOULY SANE, Tidiane SANE, Cheikh FAYE, Fatima DIOP *Potentiel en eau souterraine et activités économiques dans la Sous-Unité de Gestion et de planification des Ressources en eau de la Moyenne-Casamance (Sénégal)*	439
KOFFI Guy Roger Yoboué, KOMENAN Komenan Gabin, KOUASSI Yao Privat *Usages phytosanitaires en maraîchage urbain à Bouaké (Côte d'Ivoire) : entre résilience économique et risques sanitaires*	464
KONAN Aya Suzanne *Contraintes et stratégies de durabilité de la filière banane plantain dans la Sous-préfecture de Bonon (Centre – Ouest, Côte d'Ivoire)*	483
MAHAMAT HEMCHI Hassane, BASSENA Pierre, OURSINGBE PASSAL Joachim *Souvenir des avenirs ratés de Faya-Largeau au nord du Tchad : entre utopie et perspective métropolitaine*	505
YAO Adjoua Victoire, BRISSY Olga Adeline *Accessibilité des personnes handicapées aux équipements à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)*	527

FIEDI N'Zoré Pascal, SEKONGO Fougo Valy, DJE Kouamé Casimir, DIOMANDE Beh Ibrahim *Stratégies d'adaptation des systèmes culturaux des acteurs de la filière Bananière : cas de la sous-préfecture de Daoukro (Centre-Est de la Côte d'Ivoire)*	542
KI Léonce *Les biens culturels burkinabè sur les listes de l'UNESCO*	560
YAO KOUADIO DONALD *Les danses traditionnelles en pays Baoulé : cas de la sous-préfecture de Sakassou (centre de la Côte d'Ivoire)*	574

STRATEGIES DE CONTOURNEMENT A L'EXPANSION DE GROUPES TERRORISTES : CAS DE BOKO HARAM DANS LA REGION DE DIFFA AU NIGER

Hamet Mahamane MAHAMADOU BACHIR, Maitre-Assistant,
Université de Diffa
Email : boko.bachir@yahoo.fr

Moctar HASSANE, Master,
Université Africaine Des Sciences Sociales Techniques et Médicales (UASTM)
Email : moctarhassan197@gmail.com

Kaka Kiari Boukar Kellou, Maitre-Assistant,
Université de Diffa
Email : boukar787@gmail.com

(Reçu le 15 avril 2025; Révisé le 15 juillet 2025 ; Accepté le 27 septembre 2025)

Résumé

Lancée en janvier 2004, la secte Boko Haram qui signifie en langue haoussa « l'éducation occidentale est un péché » se réclame des talibans afghans et l'organisation veut l'instauration d'un Etat islamique avec une stricte application de la charia au Nigeria. Après la mort de son leader historique Mohamed Yusuf en 2009, le groupe *''Daawatul Sunna Wal Jamaa''* s'est scindé en deux factions rivales, à savoir l'ISWAP et le JAS, et s'est livré à des affrontements armés. La complexité de la situation a poussé l'Etat du Niger, à l'instar des autres pays de la sous-région à prendre des mesures coercitives d'éradication de ce fléau afin de trouver des solutions appropriées et durables à travers la création d'un centre des repentis à Goudoumaria dans la région de Diffa au Niger. L'objectif général de cette étude est de comprendre les Stratégies de contournement à l'expansion de groupes terroristes de Boko Haram dans la région de Diffa au Niger. La méthodologie de cette recherche est basée sur la collecte des données qualitatives et quantitatives sur le terrain auprès des repentis, les autorités administratives et coutumière et la population autochtone de Goudoumaria et Diffa. Il ressort de cette étude le rôle des autorités administratives, coutumières et la population des zones d'accueil, les Facteurs de l'expansion de l'extrémiste violent, le Mode opératoire de Boko Haram et les stratégies de contournement de l'expansion de l'extrémiste violent que les acteurs ont joué dans le processus du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réintégration (DDR) des ex-combattants des Groupes armés non étatiques (GANE).

Mots clés : Stratégies, contournement, expansion, Boko Haram, Diffa

STRATEGIES TO COUNTER THE EXPANSION OF TERRORIST GROUPS : THE CASE OF BOKO HARAM IN THE DIFFA REGION OF NIGER

Abstract

Launched in January 2004, the Boko Haram sect, which means "Western education is a sin" in the Hausa language, claims to be affiliated with the Afghan Taliban and wants to establish an Islamic state with strict application of Sharia law in Nigeria. After the death of its historic leader Mohamed Yusuf in 2009, the group "Daawatul Sunna Wal Jamaa" split into two rival factions, ISWAP and JAS, and engaged in armed clashes. The complexity of the situation has prompted the State of Niger, like other countries in the sub-region, to take coercive measures to eradicate this scourge in order to find appropriate and sustainable solutions through the creation of a center for repentant terrorists in Goudoumaria in the Diffa region of Niger. The overall objective of this study is to understand the strategies used to counter the expansion of Boko Haram terrorist groups in the Diffa region of Niger. The methodology of this research is based on the collection of qualitative and quantitative data in the field from repentants, administrative and traditional authorities, and the indigenous population of Goudoumaria and Diffa. This study highlights the role of administrative and traditional authorities and the population of host areas, the factors contributing to the spread of violent extremism, Boko Haram's modus operandi, and the strategies used by actors to circumvent the spread of violent extremism in the process of disarmament, demobilization, and reintegration (DDR) of ex-combatants from non-state armed groups (NSAGs).

Keywords: Strategies, bypassing, expansion, Boko Haram, Diffa

Introduction

La montée de l'islamisme d'inspiration wahhabite est à replacer dans le contexte du déclin du nationalisme arabe et de la montée en puissance de l'Arabie saoudite. La politique panislamiste saoudienne en Afrique remonte aux années 1960, sous le règne du roi Fayçal. Elle visait autant à diffuser le wahhabisme qu'à contrer l'influence panarabe nationaliste que les monarchies conservatrices percevaient comme une menace. Le wahhabisme s'opposait aux courants réformistes qui ont marqué l'histoire moderne de l'Islam.

Le wahhabisme a commencé à s'établir en Afrique de l'Ouest dès les années 1930 et s'est implanté plus massivement au tournant de 1950, notamment par le biais des pèlerins de La Mecque. L'émergence du wahhabisme correspond à une période de migration et d'urbanisation d'après-guerre qui conduit les riches entrepreneurs à embrasser son idéologie hostile aux pratiques maraboutiques et émancipées des contraintes sociales traditionnelles (A. Laurence-Aïda, 2018, p.9).

Boko Haram signifie en langue Haoussa « l'éducation sous la forme occidentale est illicite ». Ce groupe de prédicateurs trouve ses origines en 2001 dans le Nord du

Nigéria sous la direction de son Chef historique Mohamed Yusuf (source: https://www.letemps.ch/monde/mort-chef-boko-haram-nest-forcement-une-bonne-nouvelle).

Au fil du temps, Mohamed Yusuf déclare et réclame ouvertement une application stricte de la ''charia''. Il a également martelé à maintes reprises dans le « Coran », envoyé à l'humanité tout entière par l'intermédiaire du prophète Mohamed (Paix et Salut sur Lui) ne doit en aucune manière être sous la tutelle d'un livre (constitution) rédigé par les Humains eux-mêmes. Selon Milan Kundera « Les extrêmes marquent la frontière au-delà de laquelle la vie prend fin, et la passion de l'extrémisme, en art comme en politique, est un désir déguisé de mort » (Citation de Milan Kundera sur Vie, Mort et Art, citation celebre.leparisien.fr/citations/14846).

En référence à cette citation, cela indique que les causes sous-jacentes du phénomène de l'extrémisme violent seraient liées aux troubles sociopolitiques, culturels, économiques et sécuritaires auxquels les Etats font face. Dans certains contextes, comme celui de la crise sécuritaire qui fragilise les Etats du bassin du Lac Tchad, à savoir le Nigéria, le Niger, le Tchad et le Cameroun, cette situation s'explique par la propagande d'une idéologie menée par le groupe extrémiste Boko Haram et par des actes de terreur et de violence perpétrés contre les civils dans le but de rallier un nombre assez important de combattants à leur cause. Après la mort de son leader historique Mohamed Yusuf en 2009, le groupe s'est scindé en deux factions rivales, à savoir l'ISWAP et le JAS, et s'est livré à des affrontements armés (W. Assanvo, B. Dakono, L.A. Théroux-Benoni, 2019, p.3). La montée de l'insécurité est attribuée à l'exacerbation de trois phénomènes : l'extrémisme violent, la criminalité transnationale organisée et les conflits locaux. Les imbrications entre ces phénomènes rendent toutefois difficile la compréhension de la menace et la recherche de solutions (W. Assanvo, B. Dakono, L.A. Théroux-Benoni, 2019, p.3).

Les gouvernements ont tenté de relever ce redoutable enjeu en imposant des états d'urgence, en soutenant des réseaux d'autodéfense et en lançant des projets économiques. Le Cameroun, le Niger (Président du CSRD, 2011), le Nigéria et le Tchad ont imposé de sévères restrictions et parfois une interdiction totale du commerce local de certains produits, tels que le poisson et le piment rouge, afin d'endiguer les flux financiers à destination de Boko Haram et de son groupe dissident, l'ISWAP.

Les armées et services de sécurité des différents pays ont également fermé certains itinéraires afin de couper les lignes d'approvisionnement de ces groupes, en armes, carburant, véhicules et motocyclettes. L'objectif était de stopper l'expansion de ces groupes en général et en particulier Boko haram. Malheureusement, ces mesures de sécurité ont eu la conséquence inattendue d'étrangler des sources essentielles de revenus pour les habitants. Cela a indisposé les communautés locales, poussant certains individus à essayer de contourner les interdictions du gouvernement, parfois

avec l'aide des mêmes groupes extrémistes violents que ces interdictions étaient destinées à étouffer. Le défi pour les gouvernements consiste donc en la manière de déstabiliser les sources de revenu et la résilience économique de Boko Haram sans mettre en péril les moyens de subsistance de la population civile. Dans ce contexte, une stratégie régionale a été adoptée à Abuja le 30 août 2018 reposant sur 9 piliers, dont la 3e porte sur le désarmement, à la démobilisation, à la réhabilitation, à la réinsertion et à la réintégration (DDRR) des personnes associées à Boko Haram. Le Niger explore actuellement l'option de l'amnistie depuis le 22 décembre 2016, alors il serait important de faire un état de lieu sur les mécanismes et le sort des repentis sortis du camp de Goudoumaria et la perception de la population locale sur l'avenir de ces repentis. Des lors, il importe de se poser la question suivante : Quelles sont les stratégies mises en place pour contrer l'expansion de boko haram dans la région de Diffa au Niger ? L'étude admet en hypothèse que « le centre d'accueil des repentis de Goudoumaria est un atout pour la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans la région de Diffa ». L'objectif général de la présente étude est d'identifier les stratégies de contournement à l'expansion de Boko haram.

1. Matériels et Méthode

1.1 Matériels

Afin d'appréhender tous les contours des stratégies de contournement à l'expansion de Boko haram dans la région de Diffa, 3 outils de collecte ont été utilisé, composés de questionnaires est administré aux repentis, qui ont suivi des formations au centre d'accueil de Goudoumaria ; Un guide d'entretien a été administré aux autorités civiles et administratives de Goudoumaria et Diffa ; des focus groups ont été réalisés auprès des communautés de Diffa et Goudoumaria et un appareil photo. Après le paramétrage du questionnaire sur kobo collecte, la version standard du questionnaire a été traduite de manière appropriée dans les langues locales de la zone d'intervention qui sont : kanouri et Haoussa.

1.2 Méthode

L'approche méthodologique est purement basée et l'analyse de données quantitatives et qualitatives issues de la collecte sur le terrain et reposant sur des faits fondateurs de l'extrémisme qui s'avèrent nécessaire pour mieux appréhender son évolution et comprendre le contexte dans lequel il évolue. Elle a également permis de mieux cerner la perception du phénomène auprès divers acteurs de la Région de Diffa à travers les interactions directes avec les ex-associés qui sont les ex-associés réintégrés à Diffa, les autorités ainsi que les membres des communautés.

1.2.1 Recherche documentaire

Toutes les informations collectées dans le cadre de nos travaux de recherche sont issues des ouvrages généraux et des rapports des thèses et/ou articles. Elles se rapportent essentiellement aux questions de l'extrémisme ou la radicalisation voire de l'insécurité en générale. Cette sélection a permis d'établir une liste de références clés, analyser les références bibliographiques afin de mettre en évidence les différentes parties du document, et cette approche a beaucoup aidé dans l'élaboration du plan détaillée de la présente recherche.

1.2.2 Collecte de données

Les cibles concernées par les enquêtes sont issues des départements de Diffa et de Goudoumaria et les critères d'âges de sexe ou d'appartenance ne sont limités à l'avance soit 60 personnes**.** Il faut souligner que ces questionnaires ont été administrés au niveau des chefs-lieux de chaque département.

1.2.3. Traitement de données

Les données ont été codées et traitées avec Excel et sous Rstudio pour générer des statistiques descriptives.

2. **Résultats**

2.1 Modes opératoires des Boko Haram

Boko Haram utilise divers modes opératoires pour commettre des actes de violences et provoqué la terreur au sein des communautés. Il peut s'agir des attaques ciblées, la pose des engins explosifs improvisés le long des axes emprunter par les forces de sécurité, les enlèvements des civils souvent contre payement de rançons, les menaces contre les producteurs de poivrons, les braquages sur les axes, les injonctions etc. Et ces attaques souvent meurtrières ciblent principalement les populations civiles et les positions de forces de défense et de sécurité. Dans les nids du bassin du lac Tchad, le groupe fait recours le plus souvent aux incendies volontaires des habitations ainsi que les exécutions des civils au vu et au su de tout le monde ; une manière de lancer ouvertement des avertissements aux personnes qui refusent de se soumettre à leurs injonctions. Selon INSO[1] , entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2022, au total 348 incidents de sécurité provoqué par le groupe Boko Haram ont été enregistré (tableau 1).

1 Fondée en 2011, INSO est une plateforme de sécurité qui appuis les ONG en leur fournissant des analyses conceptuelles en vue de leur faciliter l'accès dans les zones d'implantation des projets. Elle a son siège à la Haie au pays bas, et a ouvert ses activités Niger en 2020.

Tableau 1: Informations détaillées sur les actes commis par Boko Haram

Actes de violence	2020	2021	2022
Enlèvements /Kidnapping	54	114	125
EEI	7	8	10
Menaces armées	1	16	13
Total	**62**	**138**	**148**

Source : CHDC INSO Niger

2.2 Stratégies de contournement de l'expansion de Boko haram

Une réponse régionale est nécessaire car ni les causes ni les effets de la crise ne respectent les frontières nationales. Les indicateurs de développement humain des différentes zones situées autour du lac sont parmi les plus faibles au monde. Le mal insidieux de l'extrémisme violent échappe au contrôle des frontières. En 2018, le gouvernement a adopté une politique visant à couvrir le processus de DDRR. Ce développement a fait suite à des ateliers réunissant des fonctionnaires des ministères de la Justice, de la Défense et de la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) ainsi que des autorités administratives et des leaders communautaires de la région de Diffa et s'est déroulé avec le soutien de partenaires externes, dont l'OIM. En 2021, ce document a été révisé pour prendre en compte la dimension nationale étant donné que le DDRR se déroulait dans plusieurs régions du pays et a été finalisé en août sous le nom de Programme National de Prise en Charge de la Reddition (PNPCR). Le PNPCR est une politique nationale visant à guider les étapes du processus de DDRR et à définir les modalités d'intervention de tous les acteurs.

2.2.1. Rôle des autorités nigériennes

Au Niger, les personnes associées Boko Haram sont traitées conformément à l'article 399.1.20 du code pénal. Cet article décrit les deux scénarios suivants : 1) un membre d'un groupe terroriste ne peut être poursuivi s'il alerte les autorités administratives ou judiciaires compétentes et empêche une attaque ; 2) Des circonstances atténuantes peuvent être accordées aux personnes qui ont participé à un attentat terroriste, mais qui fournissent des informations permettant aux autorités administratives compétentes d'identifier d'autres membres du groupe qui ont également participé à des actes terroristes.

Dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée transnationale, le Niger a également créé, par ordonnance 2011-11 du 27 janvier 2011 modifiée par la loi 2016-19 du 16 juin 2016, un centre judiciaire spécialisé (au tribunal de grande instance de Niamey) et spécialisé chambres (au sein de la cour d'appel de Niamey). Les deux sont des instances appropriées pour entendre et poursuivre les crimes liés au terrorisme et à la criminalité transnationale organisée (UA, 2018).

Le processus officiel au Niger a commencé avec la déclaration d'une amnistie générale par le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique en décembre 2016 et, en 2018, le gouvernement a adopté la politique du Programme National de Prise en Charge de la Reddition (PNPCR) pour couvrir le processus de DDRR. Après avoir fourni les principes généraux et le cadre juridique du programme, le PNPCR expose les critères d'éligibilité au processus de DDRR. Il décrit ses objectifs, ses résultats, ses groupes cibles et la durée du programme. Il met en place un processus clair d'accueil des personnes associées à la Group of the Sunni People for the Calling and Jihad (JASDJ), à l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) ou à d'autres groupes concernés. Il souligne l'importance de la réconciliation pour la réintégration. Il traite explicitement des enfants associés à ces groupes, qui doivent être automatiquement considérés comme des victimes et transférés aux services de protection de l'enfance à des fins de réhabilitation et de réintégration. En ce qui concerne le genre, le PNPCR déclare que les femmes sont des cibles clés pour la réhabilitation et la réintégration et s'engage à tenir compte du genre pour garantir une réponse adéquate à la situation et aux besoins des femmes, mais il manque de spécificité et d'engagements.

2.2.2 Rôle de l'ONU

La différence entre les cadres DDRRR et TPRR est due, en partie, à l'adoption par le Conseil de sécurité d'une succession rapide de résolutions contenant des approches nuancées. En mars 2017, la Résolution 2349 encourageait les gouvernements « à élaborer et mettre en œuvre, en y incluant des stratégies de poursuite judiciaire si nécessaire, une stratégie régionale coordonnée axée sur des initiatives de désarmement, de démobilisation, de déradicalisation, de réintégration et de réadaptation transparentes, inclusives et respectueuses des droits de l'homme en faveur des personnes associées à Boko Haram et à l'EIIL. » (Conseil de sécurité des Nations Unies, S/RES/2349, 31 mars 2017, Parag. 29).

Neuf mois plus tard, en décembre 2017, la Résolution 2396 recommandait l'élaboration de stratégies de poursuite, de réadaptation et de réintégration des terroristes présumés. Des efforts de mise en œuvre ont été réalisés dans la région, afin de faciliter la mise en œuvre de la stratégie régionale, avec l'appui de l'Union africaine, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies (Conseil de sécurité des Nations Unies, S/RES/2396, 21 mars 2017, Parag. 29-41).

2.3 Rôle des autorités coutumières dans la reddition

Au Niger, seules les personnes qui souhaitent se repentir et rentrer chez elles sont ciblées. Le processus de triage fait appel aux connaissances locales, en particulier aux personnes qui connaissent la personne soupçonnée d'être associée à Boko Haram. Premièrement, le triage a lieu au niveau du village, puis au niveau du point focal.

Les autorités coutumières à travers les chefs de canton, chef des groupements sont la porte d'entrée de repentis dans les localités comme Toumour et Bosso dans la région de Diffa. Ils accueils d'abord les ex-combattants de Boko Haram puis les amènes auprès des autorités administratives (Mairie, préfecture) ou directement au Gouvernorat de Diffa. Les comités de vigilance locaux et les chefs traditionnels sont également contactés pendant le processus de triage. Les personnes soupçonnées d'être associées à Boko Haram sont ensuite classées dans l'une des trois catégories suivantes : 1) combattants : personnes ayant participé à des batailles et sachant utiliser et manipuler des armes, 2) croyants : personnes engagées auprès de Boko Haram mais qui n'ont pas participé au combat et 3) d'anciens otages : personnes secourues à la suite d'opérations militaires. A cela s'ajoute leurs missions de sensibilisation, de la médiation et de réinsertion dans la communauté après la réédition des ex-combattants issus de centre de repentis de Goudoumaria.

2.3.1 Mécanisme de la réinsertion socioprofessionnelle des repentis

Il va inclure les mêmes acteurs qui sont en charge de l'identification et de la réception des personnes en reddition. Le programme vise à garantir une prise en charge psychosociale efficace des désengagés à travers diverses activités socioprofessionnelles, leur offrant ainsi des opportunités d'intégration durable entre autres :

- Menuiserie, mécanique, électricité
- Cultures maraîchères et techniques de pêche
- Teinture, couture et confection textile

➢ **Accompagnement psychosocial et déradicalisation**

- Séance de déradicalisation pour les désassociés de Boko Haram
- Formation à la prévention et gestion des conflits
- Sensibilisation à la cohabitation pacifique et aux vertus de la paix

➢ **Formation professionnelle et insertion économique**

- Techniques de cultures maraîchères
- Couture et fabrication artisanale (poterie, tapisserie, tannerie…)
- Élevage de volailles et de petits ruminants
- Menuiserie et bâtiment (électricité, maçonnerie)
- Hôtellerie (restauration, pâtisserie)
- Fabrication de charbon bio à partir de résidus végétaux
- Production et transformation des produits locaux
- Atelier de formation sur les Activités Génératrices de Revenus (AGR) et coaching

➢ **Accès aux outils technologiques et encadrement**

- Formation en bureautique et initiation aux réseaux sociaux
- Dotation en kits et équipements pour les bénéficiaires
- Mise en place d'une équipe de coordination du projet

➢ **Hébergement, sécurité et accompagnement social**

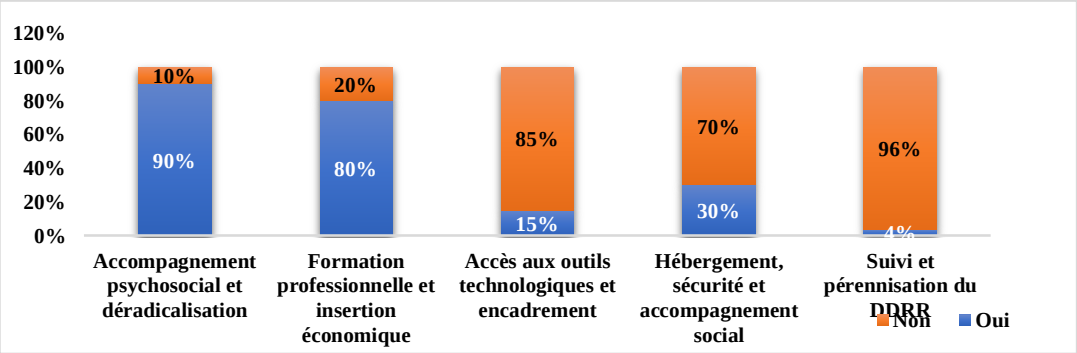
- Hébergement sécurisé des bénéficiaires avec restauration et assistance
- Construction de logements adaptés à leur réinsertion

➢ **Suivi et pérennisation du DDRR**

- Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation des impacts du programme

La communauté et les chefs coutumiers ne pourront être tenus responsables du comportement des personnes réintégrées, notamment en cas de récidives. Ils ont néanmoins à charge d'informer les autorités sur le comportement de ces personnes, que celui-ci soit positif ou négatif.

Figure 1 : Indicateurs de mécanisme de réinsertion socioprofessionnelle des ex-combattants de Boko Haram



La figure 1 illustre pour beaucoup par rapport à la formation socioprofessionnelle (80%) et l'accompagnement psychosocial et de déradicalisation des repentis (90%), par contre par rapport à l'accès aux outils technologiques et encadrement (15%) et le suivi, la pérennisation du DDRR (4%) sont très faible qui s'explique à travers le départ des humanitaires (ONGs Internationales).

2.3.2 Éléments stratégiques du DDRR

Conformément à l'objectif stratégique général d'élaborer une approche régionale commune pour les personnes associées Boko Haram et en tenant compte de la relation entre les différentes composantes et conformément aux normes internationales, les États membres devraient considérer et incorporer les éléments suivants : le triage, les poursuites, la réhabilitation et la réintégration :

➢ ***Premier élément : le triage***

Au Niger, seuls ceux qui se rendent sont soumis à un triage. En revanche, ceux qui sont capturés par les militaires sont arrêtés. Cette distinction est moins nette au Cameroun, au Tchad et au Nigéria.

Ceux qui ne sont pas associés à Boko Haram sont souvent transférés dans des camps de personnes déplacées ou autorisés à retourner dans leur communauté par le biais des autorités locales. Cependant, les personnes soupçonnées d'association sont

transférées dans un centre d'enquête. Ils y subissent un examen médical avant le début d'un processus d'enquête. Chaque suspect fait l'objet d'une enquête distincte et au moins deux enquêteurs procèdent à l'interrogatoire.

- ***Deuxième élément : les poursuites***

À la suite des attaques à grande échelle de Boko Haram en février 2015, des arrestations massives ont eu lieu dans la région de Diffa. Bien que les personnes soupçonnées de terrorisme aient été systématiquement inculpées, il n'y a pas eu de suivi en termes d'enquête et la détention provisoire a été systématiquement imposée. En mars 2017, plus de 1500 suspects de Boko Haram étaient en détention provisoire. Cependant, après les procès qui ont eu lieu à cette époque, certains ont été libérés. Au 3 avril 2018, 933 détenus terroristes présumés de Boko Haram étaient détenus dans quatre prisons de l'ouest du pays (Koutoukale, Kolle, Niamey et Daikaina). Parmi ceux-ci, 867 étaient des accusés (détenus avant le procès) et 66 avaient été condamnés.

- ***Troisième élément : la réhabilitation***

Au Niger, des séances de déradicalisation sont proposées au centre de détention provisoire de Goudoumaria par des enseignants ayant des connaissances avancées sur l'islam et capables d'expliquer sa véritable signification. Étant donné que peu de personnes résidant au centre de Goudoumaria possèdent des compétences professionnelles, il sera nécessaire à l'avenir de dispenser une formation professionnelle à ces personnes avant leur réintégration.

Une formation civique et professionnelle est actuellement dispensée par PNUD Niger, qui comprend la mécanique, la couture et la menuiserie. Au Niger, les familles étaient auparavant maintenues ensemble mais cela s'est avéré problématique : elles ont eu cinq naissances et en attendent cinq autres. Au Niger, il existe un accord avec l'UNICEF pour la construction d'un camp d'enfants à proximité du centre de détention provisoire de Goudoumaria. En janvier 2017, le Niger a également créé un centre d'orientation et de transit (CTO) pour aider les mineurs détenus soupçonnés d'infractions terroristes à retourner à la vie familiale après leur libération de la prison de Niamey. Après un acquittement, un licenciement, une mise en liberté provisoire ou à la fin d'une peine, les mineurs sont placés dans l'OTC par une ordonnance provisoire du juge des mineurs du centre judiciaire spécialisé dans les infractions de terrorisme. La durée du stage temporaire est en principe de 3 mois. Cette durée peut toutefois être dépassée si la famille du mineur est difficile à trouver. Pendant leur séjour dans le centre, les mineurs reçoivent un soutien psychosocial individualisé et participent à des groupes de parole (sur des sujets tels que le respect mutuel et la tolérance) et à des activités récréatives. Le regroupement familial est organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Il y a actuellement 13 mineurs dans la CTO et 3 mineurs

sont détenus à la prison de Niamey en attendant leur placement provisoire dans le CTO.

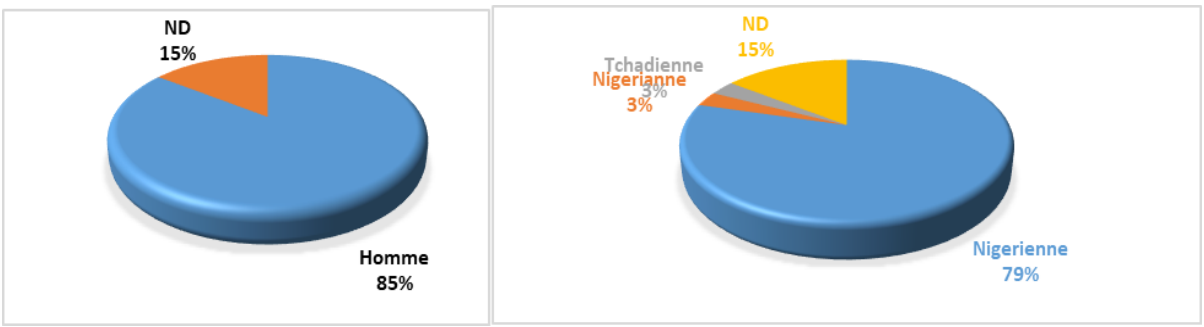
- ***Quatrième élément : la réintégration***

Au Niger, la question de la réintégration concerne tant les personnes libérées du centre de détention provisoire de Goudoumaria que les personnes libérées de prison après avoir purgé des peines pour des infractions terroristes. Un comité régional a été mis en place, de même que des comités de gestion dans quatre départements (Diffa, Maine Saora, Bosso et N'Guigmi). La mission de ces comités est d'aider à préparer la réinsertion sociale des personnes anciennement associées à Boko Haram. Les comités organisent des cérémonies communautaires appelées « ardia » sur le lieu de résidence de la personne anciennement associée à Boko Haram (ancien prisonnier ou autre). Ardia signifie « acceptation » en kanuri et on pense que ces cérémonies, entre les membres de la famille, les victimes et les personnes libérées, sont nécessaires à la cohésion sociale et facilitent la réabsorption dans la communauté. Le gouvernement du Niger est également en train de revoir une « stratégie de sortie pour la crise de Diffa » qui devrait inclure des dispositions pour la réintégration de l'ex-Boko Haram. Une stratégie de réintégration au niveau national est également en cours d'élaboration.

2.3.2 Caractéristiques sociodémographiques

Il est important de préciser que le département de Goudoumaria se trouve à cheval entre la Région de Diffa et celle de Zinder. Pour la plupart, les différentes vagues des repentis de Boko Haram sont composées des jeunes hommes dont l'âge varie entre 18 et 40 ans, il y'a aussi parmi eux des femmes et des enfants mineurs. Des mesures spécifiques de protection sont prises par les autorités pour éviter des éventuels cas de violences basées sur le genre. Ils sont en majorité issus d'ethnies kanuri et de nationalité nigérienne. Le premier groupe, d'environ 243 personnes, a résidé dans le centre de juillet 2017 à décembre 2019.

Figure 2 : Sexe et nationalité des répondants (NB : ex-combattants /associés uniquement)



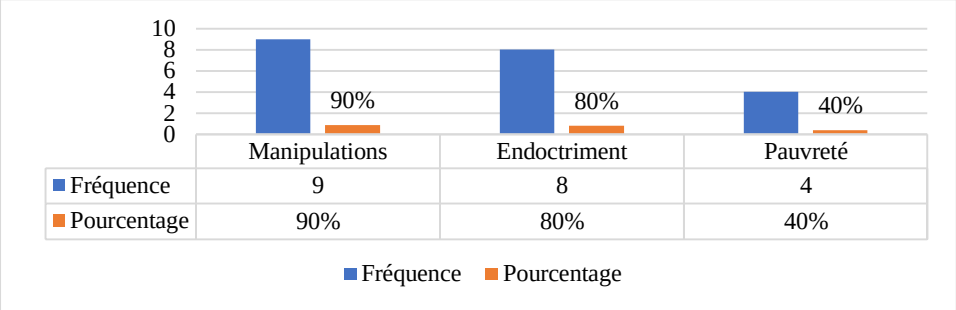
Source : auteur, enquête terrain

L'analyse de la figure 2 fait ressortir que 85% des ex-combattants interrogés sont des hommes. Les 15% restants sont des femmes et des enfants et 79% des ex-combattants interviewers dans le cadre de cette recherche sont des Nigériens contre 3% des tchadiens et Nigérians.

2.3.3 Perception locale sur les causes de l'expansion de l'extrémisme violent

La perception des autorités locales sur les principales causes liées à l'expansion du phénomène d'extrémisme violent dans la région de Diffa sont définies par la figure 3.

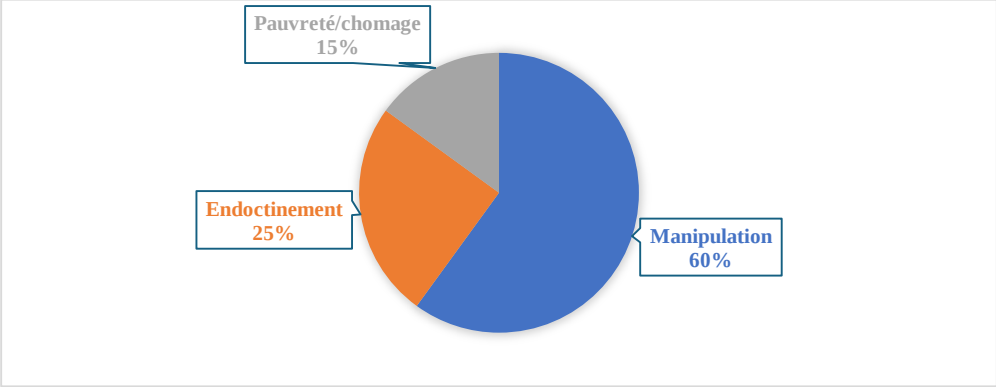
Figure 3: Mode de radicalisation des jeunes selon l'autorité locale



Source : auteur, enquête terrain

Soit quatre-vingt-dix pour cent (90%) des autorités enquêtées estiment que la manipulation serait la principale cause de l'expansion du phénomène de l'extrémisme violent, suivi de l'endoctrinement (80%) et enfin la pauvreté de (40%).

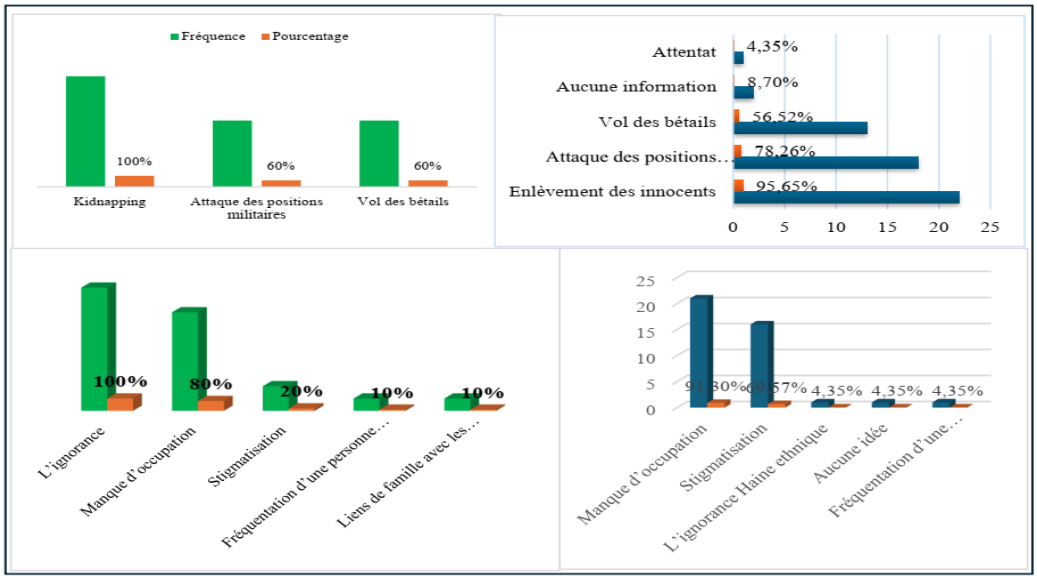
Figure 4: Mode de radicalisation des jeunes selon la population locale



Source : auteur, enquête terrain

De plus, la figure 4 démontre que pour la population locale estime que (60%) de cas de radicalisation est dû à la manipulation des personnes, 25% d'endoctrinement religieux et 15% à la pauvreté et chômage des jeunes.

Figure 5: Mode opératoire de l'extrémisme violent



Source : auteur, enquête terrain

La plupart 100% des autorités pensent que le kidnapping est la forme la plus répandue du phénomène de l'extrémisme violent et la majeure partie des personnes interviewées partagent le même avis. Ensuite vient les attaques contre les bases militaires suivies des vols de bétail. On remarque visiblement à ce niveau une approximation dans l'appréciation de cette variante par ces deux cibles prioritaires. Ces deux graphiques présentent une analyse comparative des raisons qui poussent les jeunes à adhérer à des groupes d'extrémistes. La plupart des autorités interrogées pensent que l'ignorance est la principale cause, tandis que la population locale estime que cette considération est loin derrière le manque d'occupation ou le chômage. La stigmatisation occupe la deuxième position chez les populations locales, avec plus 69%, tandis que les autorités l'estiment à 20%.

2.3.3 Mécanisme de suivi des repentis

Avec l'appui des autorités locales et des partenaires au développement, il est prévu des sessions de culte pour inciter les ex-combattants ont abandonné dans leur comportement les actes d'extrémisme violent.

Cette initiation à la pratique d'un islam modéré a permis aux repentis de Boko Haram de comprendre que l'islam est une religion de paix et de pardon et que toute forme de pratique religieuse quel que soit le modèle, s'il tolère ou encourage la violence est strictement interdite en islam.

Par contre 41% pensent que cette activité doit se faire à travers les Emissions Radio pour toucher le plus des cibles facilement tandis que 32% pensent qu'il faut aussi mettre les leaders communautaires à contribution.

Pour rappel, le centre de Goudoumaria a été créé (voir partie introductive pour le décret d'application) pour prendre en charge les ex-associés de Boko Haram, afin de faciliter leur réinsertion sociale à travers une rééducation religieuse et une formation professionnelle dans différents métiers. Il a une capacité d'accueil de 500 personnes et est situé à environ 187 km de la ville de Diffa en traversant le département de Maine-Soroa. Selon l'Institut d'Etude de sécurité (ISS), au moins 375 ex-associés de Boko Haram dont 30 femmes ont bénéficié du programme de réinsertion socioéconomique du centre en 2021. Pour chacune des vagues des repentis, une cérémonie officielle de sortie du centre assorti d'une prestation de serment est organisée et les ex-associés reçoivent chacun des outils dans son domaine pour monter leurs propres ateliers, ainsi qu'une attestation de fin de formation professionnelle. Il est géré par les éléments de la Garde Nationale et fonctionne non seulement grâce aux ressources propres de l'Etat mais aussi avec l'appui financier et matériel de certaines organisations internationales et des autres partenaires bilatéraux intervenant dans la Région. Les personnes interrogées qui avaient suivi le processus de DDRR ont déclaré qu'elles avaient pour la plupart été acceptées par les membres de la communauté. Si les femmes ne sont généralement pas considérées comme des auteurs de méfaits, leur moindre pouvoir se traduit parfois par un traitement moins favorable. Les femmes membres de la communauté étaient parfois plus réceptives et ouvertes à l'idée de réintégration que les hommes. Les perceptions de la communauté ont évolué au fil du temps, dans une certaine mesure, en raison de l'évolution de la dynamique contextuelle ainsi que du travail de sensibilisation et de vulgarisation.

3. Discussions

La complexité et l'enchevêtrement des violences rend malaisée leur compréhension. C'est précisément la stratégie des organisations extrémistes violentes. Il est capital de démêler ce qui ressort de rivalités communautaires, d'attaques djihadistes, de règlements de compte locaux, d'activités criminelles et de banditisme pour les juger de manière appropriée et non par les armes. Si l'autodéfense s'apparente à un instrument de terreur, elle ne peut être assimilée à la violence djihadiste. Par conséquent, pour affaiblir et endiguer l'extrémisme violent, il faut rétablir l'ordre social et renforcer les sources légitimes d'autorité à travers la résolution des conflits intercommunautaires (A. Laurence-Aïda, 2019, p.6).

Le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad ont imposé de sévères restrictions et parfois une interdiction totale du commerce local de certains produits, tels que le poisson et le piment rouge, afin d'endiguer les flux financiers à destination de Boko Haram et de son groupe dissident, l'ISWAP. Les armées et services de sécurité des différents pays ont également fermé certains itinéraires afin de couper les lignes d'approvisionnement de ces groupes, en armes, carburant, véhicules et motocyclettes.

Malheureusement, ces mesures de sécurité ont eu la conséquence inattendue d'étrangler des sources essentielles de revenus pour les habitants.

Les résultats d'Ernest Uwazie sur le règlement extrajudiciaire des différends en Afrique : Prévention des conflits et renforcement de la stabilité corrobores avec ceux obtenus a Diffa en Selon un sondage réalisé en 2009 au Libéria, seuls 3 % des différends criminels et civils ont été portés devant un tribunal officiel. Plus de 40 % des demandeurs ont eu recours à des mécanismes officieux et les 55 % restants ont renoncé à se pourvoir en justice ; parmi ces derniers, nous trouvons ceux qui ont décidé de se faire justice eux-mêmes, parfois en ayant recours à la violence.

En phase de post-conflit, dans les contextes fragiles, lorsque les tensions sociétales sont déjà fortes et que le système judiciaire est généralement inopérant, la résolution rapide des différends est une nécessité particulièrement impérieuse. Faute de mécanismes de règlement des différends dans un temps acceptable, accessibles, d'un coût abordable et jouissant de la confiance du public, les désaccords ou les crimes locaux risquent de s'envenimer et de déboucher sur des conflits de grande envergure (E. Uwazie, 2011, p.3). Selon un cabinet d'expert en guinée[2] ses résultats corrobores avec nos résultats sur les « les facteurs incitatifs qui poussent les gens à rejoindre des groupes extrémistes, les enquêtés mettent en avant l'influence politique pour 65%, l'influence du milieu fréquenté pour 58%, l'influence religieuse pour 43% et l'influence familiale pour 32%. Ici un rôle est assigné à la religion pour une partie non négligeable des enquêtés. »

Nos résultats corroborent avec les résultats du rapport de l'Union Africaine (2018) selon lesquels en 3 avril 2018, 933 personnes soupçonnées de crimes terroristes liées à Boko Haram étaient détenues dans quatre prisons de l'ouest du pays (Koutoukale, Kolle, Niamey et Daikaina). Sur ces 933 personnes, 867 étaient en détention provisoire et 66 ont été condamnées. Un outil d'évaluation des risques est actuellement utilisé dans la prison de Koutoukale. Cet outil comprend : des informations sur les premiers entretiens d'orientation et les besoins immédiats des détenus à leur arrivée, une liste de contrôle des besoins immédiats de sécurité, un questionnaire permettant de répertorier et d'évaluer les besoins personnels et les risques de sécurité des nouveaux détenus placement), un guide pour l'évaluation finale des risques et un manuel sur la création et l'opérationnalisation d'une unité d'orientation et d'évaluation pour les nouveaux détenus (UA. CBLT, 2018).

D'autre part, « Le repli et l'exclusion communautaires menant à l'extrémisme violent proviennent de la stigmatisation pour 75% des enquêtés, la pauvreté pour 65%, la

2 Données issues du rapport sur la perception sur la problématique de la prévention de l'extrémisme Violent en Guinée, étude menée par un cabinet d'expert en guinée : Mamadou BARRY, PhD, Economiste Mamoudou TOURÉ, Ph.D, Economiste Ibrahima KABA, Statisticien, novembre 2018, P101.

politique pour 51% et l'État pour 23% ; « Par rapport aux médias (radio ou télé), 78% des enquêtés estiment avoir pris connaissance à la télévision ou la radio » Toutefois, le rôle des médias dans la dissémination/propagation de ces discours est jugé très important. » « (77%) pensent que les cause seraient liées à l'ignorance, (67%), de la religion (48%) et de la politique (23%).

S'agissant de la prévention de l'extrémisme violent, « Pour ce qui est des acteurs influenceurs autour des questions d'extrémisme, il faut savoir que parmi les actions en cours, celles qui ont plus d'impacts sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent sont les initiatives des OSC/ONG pour 72% des enquêtés, des initiatives gouvernementales pour 45% et des initiatives locales pour seulement 39%. « Concernant les acteurs susceptibles de participer efficacement à la prévention de l'extrémisme Violent, les religieux arrivent en tête avec 78% des enquêtés, ensuite les jeunes avec 66%, l'État avec 56%, les femmes avec 54% et les politiques avec 32%. Le rôle des jeunes et des femmes est Cependant perçu comme important pour prévenir l'extrémisme violent pour respectivement 79% et 76% des enquêtés. »

Sur le mécanisme de radicalisation nos résultats sont similaires à celui de P. Le Roux, (2020, p.6) que chaque groupe, en particulier la katiba Macina et Ansaroul Islam, a entrepris d'exploiter les frustrations locales et de les intégrer à un discours de recrutement sophistiqué, adroitement centré sur la marginalisation réelle ou ressentie par certaines communautés. Ces efforts ont fréquemment ciblé les jeunes bergers peuls, en utilisant leur sentiment d'injustice et le profond ressentiment que certains nourrissent à l'égard de leur gouvernement. En dépit de l'absence d'un soutien populaire massif, les groupes armés terroristes ont employé cette théorique à outrance pour susciter la révolte et radicaliser les partisans.

Le FLM, comme Ansaroul Islam, ont su tirer profit du charisme, de leur idéologie structurante et de l'engagement personnel de leur chef pour attirer de nouveaux partisans. Le fondateur du FLM, Amadou Kouffa, s'est radicalisé au cours de voyages et de liens noués à l'étranger avec des individus qui promouvaient une vision radicale de l'Islam. À son tour, il joua un rôle direct dans la radicalisation d'Ibrahim Malam Dicko, qui fonda ensuite Ansaroul Islam au Burkina Faso. Tous deux prêcheurs peuls à l'origine, Kouffa et Dicko ont utilisé l'aura dont ils bénéficiaient localement pour promouvoir leur vision du monde. (P. Le Roux, 2020, p.6).

Les résultats corroborent le rapport du Global center on cooperative security de février 2019 qui montre outre les pensionnaires du centre de Goudoumaria, environ 1.300 combattants capturés avec leurs armes ont été remis aux autorités judiciaires de Niamey après un premier passage, pour la plupart, dans un centre de détention militaire dénommé centre de contre-terrorisme de Diffa.

Sur le plan de la gouvernance les résultats de I. Rahmane, I. Andréa, (2020) dont plupart des répondants à Ayorou (plus de 80 %) sont insatisfaits de la politique gouvernementale en matière d'éducation, de santé et de justice, tandis qu'à Abala, la grande majorité (environ 60 %) en est satisfaite. À Ayorou, les personnes interrogées se sont surtout plaintes du secteur de la justice (43 %) et à Abala, de celui de l'éducation (40 %). Ces deux secteurs sont fortement liés à la proximité avec l'État, puisque l'éducation scolaire mène souvent à servir l'état et que la justice est le secteur clé où l'intervention de l'État est requise afin de résoudre les problèmes qui alimentent le conflit.

À la question concernant la gouvernance de l'État/le service public, le gouverneur est le moins bien classé (sans doute parce qu'il s'agit d'une autorité lointaine), tandis que les imams sont les mieux classés à Ayorou et les chefs de village à Abala. Un contraste éloquent est celui de la gendarmerie, figure centrale de la sécurité publique dans les campagnes et les petites villes, qui est nettement plus appréciée à Abala (22 réponses positives) qu'à Ayorou (8 réponses positives). Les maires et le HACP s'en tirent également relativement bien. Mais, globalement, aucune figure d'autorité n'a atteint un score de réponses positives de 50 (le taux le plus élevé étant celui des imams à Ayorou). Cela suggère que la gouvernance de l'État/le service public causerait plus de frustration que de satisfaction (I. Rahmane, I. Andréa, 2020, p.14).

Compte tenu du faible taux de reddition volontaire par rapport au nombre estimatif de Nigériens recrutés par Boko Haram au plus fort de la crise, l'offre d'amnistie d'un an a été prolongée. Cependant, l'abandon des poursuites judiciaires contre les ex-associés est une hypothèse inenvisageable par les juges nigériens, qui y voient une négation flagrante des droits des victimes. Selon un juge, « les camps sont un jeu de patience qui couvre un problème plus général : les politiques de réintégration ne vont-elles pas encourager les gens à rejoindre Boko Haram ? C'est un problème moral, mais aussi une question de justice pour les victimes. »

Conclusion

Dans le cadre de cette étude, les enquêteurs tentent d'identifier les personnes qui ont été contraintes de rejoindre Boko Haram et celles qui l'ont fait de leur plein gré. Un grand nombre de personnes associées à Boko Haram retournent directement dans leurs communautés. Les leaders communautaires les acceptent ou les remettent aux agences de sécurité Depuis 2016, l'Etat du Niger a fait de la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation son cheval de bataille par l'adoptant d'instruments légaux tant sur le plan national et international d'une part et par la mise en place des institutions de prévention et de gestion de crises sécuritaires d'autre part. Parmi ces dispositifs, on peut citer l'article de la loi portant création du centre de repentis de Goudoumaria, la redynamisation de la mission assignée à la Haute autorité à la

consolidation de la paix (HACP), la création centre National d'Etudes Stratégique et de Sécurité (CNESS), directement rattaché à la Présidence de la République du Niger et enfin l'adoption et la vulgarisation d'une politique nationale de prévention de l'extrémisme violent au Niger.

En effet, malgré cette volonté politique manifeste des autorités du Niger ainsi que les multiples efforts consentis dans ce secteur, force est de reconnaitre que le phénomène de l'extrémisme violent continue de perdurer dans la Région de Diffa car des informations issues des sources fiables[3] ont indiqué que les repentis constituent sans intermission une menace pour la paix et la stabilité. Cet état de fait contraste avec véhémence au serment solennel qu'ils ont prononcé lors des cérémonies officielles organisées au centre de réinsertion de Goudoumaria en présence des autorités religieuses, coutumières et administratives. Malgré les résultats probants de cette étude sur la politique de déradicalisation initiée par l'état du Niger, on peut se poser un certain nombre des questions d'ouverture :Est-ce que cette politique est une réussite pour la reddition de Boko Haram au Niger ?Le phénomène d'extrémisme violent est-il éradiqué définitivement dans la région de Diffa ? Que sont devenue les repentis issus du camp de Goudoumaria ?

Références bibliographiques

Nana Alassane Touré, 2019, *Inclusivité du Genre dans la Gouvernance du Secteur de la Sécurité au Mali : Analyse des Dynamiques d'implication des Femmes et des Jeunes au Niveau de Bamako* (Rapport d'Etude) 22p.

Mamadou BARRY, PhD, Mamoudou TOURÉ et Ibrahima KABA, 2018, *la perception sur la problématique de la prévention de l'extrémisme Violent en Guinée, étude menée par un cabinet d'expert en guinée* , rapport d'étude, 101p.*

ASSANVO, W., Dakono, B., Théroux-Benoni, L.A. 2019. *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*. Rapport pour l'Afrique de l'Ouest 26, 28p.

BAPTISTE BRODARD, 2022, *Association Tasamouh : prévention de l'extrémisme violent en lien avec l'islam*, Benin, mars 2022, 60p.

Kiélem Coulidiati Justine, 2017, *Conférence Régionale des femmes Parlementaires du - G5 Sahel sur la lutte et la prévention de l'extrémisme* – Violent, 35p.

Uwazie, Ernest E, et le Centre africain d'études stratégiques de l'Université de la défense nationale, 2011, *Le Règlement extrajudiciaire des différends en Afrique : Prévention*

3 En référence à la base de données d'INSO Niger (CHDC), une plateforme de sécurité appuyant les ONG

des conflits et renforcement de la stabilité. Washington, DC : Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique. https://purl.fdlp.gov/GPO/gpo81155.

AMMOUR Laurence-Aïda, 2018, *La pénétration wahhabite en Afrique*, Rapport de recherche, 30P, CF2R, Paris, 2018 : https://www.cf2r.org/wp-content/uploads/2018/01/Rapport23-Wahhabisme-Afrique.pdf

Idrissa Rahmane, Isambourg Andréa, 2020, *Retrouver l'équilibre : extrémisme violent et relations communautaires à la frontière entre le Niger et le Mali*. In: Recherches Internationales, n°117, 2020. Sahel, Terres de conflits. pp. 151-170 ; doi : https://doi.org/10.3406/rint.2020.1742
https://www.persee.fr/doc/rint_0294-3069_2020_num_117_1_1742;

AMMOUR Laurence-Aïda, 2020, *Comment les groupes extrémistes violents exploitent les conflits intercommunautaires au Sahel*, Africa Center For Strategic Studies, 6P

Pauline Le Roux, 2020, « *Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel* », Bulletin de la sécurité africaine N° 36, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 13 août 2019.

Pauline Le Roux, 2019, « *Le Centre du Mali face à la menace terroriste* », Éclairage, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 25 février 2019.

Pauline Le Roux, 2019, « *Comment l'État islamique dans le Grand Sahara exploite les frontières au Sahel* », Éclairage, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 21 juin 2019.

Pauline Le Roux, 2019, « *Ansaroul Islam : l'essor et le déclin d'un groupe islamiste militant au Sahel* », Éclairage, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 13 août 2019.

Liens internets

https:// issafrica.org/fr/iss-today Comprendre le périlleux voyage de Boko Haram vers la réhabilitation | ISS Africa

https://africacenter.org/fr/spotlight/la-menace-croissante-de-lextremisme-violent-en-afrique-occidentale-cotiere/

https://africacenter.org/fr/spotlight/discussion-sur-la-lutte-contre-les-insurrections-avec-le-general-mahamane-toure/

https://www.ipu.org/fr/impact/paix-et-securite/lutte-contre-le-terrorisme-et-lextremisme-violent

https://issafrica.org/fr/iss-today/reussir-goudoumaria-les-ex-associes-de-boko-haram-se-reintegrent-ils

https://www.jstor.org/stable/48722440

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/06/20/mali-niger-une-frontiere-entre-conflits-communautaires-rebellion-et-djihad_4954085_3212.html

https://scholar.google.com/scholar?q=R%C3%A9%C3%A9ducation+des+repentis&hl=fr&as_sdt=0&as_vis=1&oi=scholart

Cameroun: Midjiyawa Bakari, gouverneur de la région de l'Extrême-Nord - " La vie a repris son cours normal " - allAfrica.com